

Dans les lycées d'Île-de-France, le bilan très contesté de Valérie Pécresse

L'annonce de la fermeture de plusieurs lycées à Paris mais également les images calamiteuses de l'état du bâti, dont la région est chargée, posent la question du bilan de la collectivité Île-de-France en matière scolaire. C'est l'heure des comptes pour Valérie Pécresse, elle qui n'a cessé de charger ses prédécesseurs de tous les maux.

[Mathilde Goanec](#) 14 janvier 2023

Certains symboles en disent long. Inauguré il y a six ans, le lycée Angela-Davis à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) n'a toujours pas officiellement de nom pour la région Île-de-France, qui tarde à afficher l'établissement scolaire sous le patronyme de la célèbre militante pour les droits des femmes et des hommes noirs américains. À l'entrée, les lettres du mot « Accueil » ont été bricolées par un agent du lycée, et rien n'indique l'emplacement de ce « *bateau fantôme* », selon la formule d'un enseignant, sur les panneaux de signalisation dans les rues de la ville.

Et derrière le bel « *écrin* » salué à son ouverture par la présidente de région Valérie Pécresse, des toilettes sans cesse bouchées car mal conçues, un amphithéâtre sans son ni image, un lave-vaisselle de cantine en carafe, et des élèves qui mangent dans des assiettes en carton. Un exemple parmi d'autres. Depuis que les images de [l'état dégradé du lycée Voillaume](#), à Aulnay-Sous-Bois, ont circulé dans les

médias, la colère enfle dans plusieurs lycées d'Île-de-France contre la Région sur l'état du bâti scolaire.



Pap Ndiaye et Valérie Péresse au lycée Voillaume à Aulnay-sous-Bois, le 13 décembre 2022. © Photo Hélène Haus / Le Parisien / Photo PQR via MaxPPP

Au lycée Pissarro de Pontoise (Val-d'Oise), les enseignant·es étaient en grève jeudi 5 janvier pour dénoncer les pannes de courant à répétition, une informatique défectueuse, la difficulté à acheter des fournitures. Ceux et celles du lycée de Torcy (Seine-et-Marne) usaient de leur droit de retrait mercredi 11 janvier et jeudi 12 à la suite de la chute de plafonds pourtant neufs dans leur lycée en rénovation. Toutes et tous dénoncent aussi des fuites d'eau et des coupures de courant.

Au lycée Robert-Doisneau de Corbeil-Essonnes (Essonne), les élèves ne mangent plus à la cantine depuis début janvier, faute de

personnel.

Quel budget, pour quel effort ?

« *Six milliards d'euros sur la table* » : la présidente de la région Île-de-France, Valérie Pécresse, convoquée par le ministre de l'éducation, Pap Ndiaye, le 13 décembre pour une visite du lycée Voillaume – dont l'état a alors été qualifié d'« *intolérable* » par le ministre –, a souligné l'effort de la collectivité.

La Région gère 469 lycées publics, qui accueillent près de 20 % des lycéens français, et un immense patrimoine immobilier de 6,5 millions de mètres carrés. Valérie Pécresse, en poste depuis 2015, a listé « *cinquante chantiers* » en cours.

Elle a bel et bien adopté un plan d'investissement sur dix ans, doté de 6,6 milliards d'euros, pour rénover l'existant et construire de nouveaux établissements. Mais la présidente du groupe écologiste à la région Île-de-France, Ghislaine Senée, considère qu'une part seulement des dépenses ont été engagées, avec moins de 50 lycées réellement rénovés sur les 130 très vétustes du territoire.

« *Il y a un réel décalage entre les crédits promis et les paiements réellement engagés* », souligne l'élue d'opposition, qui s'appuie sur [un rapport](#) assez cinglant rendu par la chambre régionale de la Cour des comptes en octobre 2021.

Le défi est énorme, et les sommes engagées colossales, selon la Région.

Lors de la visite express au lycée Voillaume, la patronne de l'Île-de-France a vertement critiqué la gauche, à la tête de la région de 1998 à 2015. « *Le niveau avancé de vétusté dans lequel se trouvait le parc immobilier en 2016 rend particulièrement ardu le plan de résorption*

de la vétusté mis en place depuis le changement d'exécutif, assure la Région à Mediapart. Le défi est énorme, et les sommes engagées colossales. Le respect des procédures relatives au Code de la commande publique contraint les calendriers, qui ne peuvent être aussi rapides que nous le souhaiterions. »

Pour Charles Affaticati, secrétaire du syndicat CGT des personnels de la région Île-de-France, Valérie Péresse aurait cependant longtemps *« nié l'étendue des dégâts »*, se réfugiant derrière *« des diagnostics d'objectivation »* de chaque établissement qui ont pris des années, et fait l'objet de batailles parfois homériques entre les chefs d'établissement (sous l'autorité de l'Éducation nationale) et les services de la Région.

L'attribution des dotations de la Région à chacun des établissements franciliens (la DGFL : dotation globale de fonctionnement des lycées) a remis une pièce dans le débat budgétaire, fin 2022. Plusieurs élu·es communistes et écologistes, mais également des syndicats de gestionnaires et de chefs d'établissement, ont dénoncé [une division par deux](#) de la dotation annuelle pour la majorité des lycées. De quoi effacer la hausse globale des dotations de 2,2 %, adoptée en raison de l'inflation.

« L'an passé, avec le covid, nous n'avons pas beaucoup dépensé ; et puis on essaye toujours de garder une trésorerie pour faire face au petit entretien courant. Jamais nous n'aurions pensé qu'on allait nous récupérer ce fonds de roulement ! », s'indigne un gestionnaire en poste dans un lycée francilien.


L'entourage de la présidente de région temporise cependant : la DGFL ne représenterait qu'une *« infime partie »* de ce que la collectivité dépense pour les lycées, la Région finançant intégralement les dépenses énergétiques, par exemple, en très forte

hausse.

La maintenance, non maintenue ?

C'est aussi le manque de travaux de maintenance qui alarme de nombreux témoins, malgré la mise en place en 2016 d'un « *plan prévisionnel de maintenance* » doté de un milliard d'euros. Yannick Biliec, professeur en lycée professionnel, secrétaire départemental de la CGT Éducation dans l'Essonne, se lance dans un inventaire à la Prévert pour tenter de donner une idée de la vétusté du bâti : « *À Fernand-et-Nadia-Léger à Argenteuil, il fait 12 degrés dans les ateliers de coiffure et 30 dans les étages ! Au lycée professionnel de Draveil, les élèves ont raté plusieurs jours de cours car l'électricité était hors service. L'an passé, le lycée Paul-Langevin à Sainte-Geneviève-des-Bois a également dû fermer pour fuites d'eau, les plafonds de Rosa-Parks à Montgeron se sont effondrés, en raison d'infiltrations... Tout ça, c'est le résultat d'une absence de travaux réalisés à temps. »*

Un gestionnaire décrit la situation tout aussi chaotique de son établissement dans l'Essonne, qu'il qualifie de « Pailleron », en référence [à l'incendie](#) du collège modulaire et métallique Pailleron, à Paris, en 1973, qui avait provoqué plusieurs morts : des dysfonctionnements électriques relevés il y a trois ans, toujours non résolus, une isolation « zéro » et une chaudière en panne « *depuis la nuit des temps* » ; des ordinateurs qui ne fonctionnent pas, des bornes wifi non sécurisées et piratées par les élèves. « *Les distributeurs de serviettes hygiéniques c'est super, [c'est porté](#) par Valérie Péresse personnellement, donc ça avance. Mais le reste... »*, grommelle ce gestionnaire.



La fermeture de certains lycées parisiens amplifie la crainte d'une fuite encore plus massive des familles vers le privé sous contrat et hors contrat. © Photo Simon Lambert / Haytham / REA

À Aulnay-sous-Bois, après le passage du ministre de l'éducation nationale, Valérie Pécresse sur ses talons, les toilettes du lycée Voillaume ont été repeintes, il y a désormais du savon et des distributeurs de papier, les plafonds du gymnase refaits et le chauffage rétabli au CDI. *« C'est une chose de le réparer mais s'il manque du personnel pour entretenir le lycée, dans six mois les toilettes seront sales car la tuyauterie n'a pas été changée, et s'il n'y a pas d'entretien... »,* pointe un enseignant. *Ce n'est pas seulement du matériel, ça participe à un climat scolaire serein d'étudier dans un lycée correctement entretenu. »*

Le lycée polyvalent Pierre-Gilles-de-Gennes, énorme paquebot parisien, ne souffre pas, lui, de réel problème de vétusté. Les laboratoires ont ainsi été rénovés il y a cinq ans : *« la Région était au rendez-vous »*, confirme un enseignant.

Mais ce dernier soulève « *l'absence totale de culture de la maintenance* », notamment autour des machines de mesure utilisées en lycée professionnel, « *de beaux bébés à 34 000 euros pièce, quand même...* ». « *Personne n'a prévu des contrats de maintenance, du coup ça casse, ça tombe en panne, on bricole ; c'est aberrant, vu les investissements.* »

Trop loin, trop proche ?

La Région semble avoir choisi d'opérer un double mouvement : à la fois une reprise en main et une centralisation de la gestion des travaux, qui pourraient priver les établissements de leur marge d'autonomie, mais aussi une délégation desdits travaux, via l'opérateur public Île-de-France Construction durable.

Ghislaine Senée, membre du conseil d'administration de cet opérateur, rapporte les inquiétudes sur la capacité de l'organisme à encaisser la charge : « *Ils savent qu'ils sont complètement hors clous, l'organisme subit le rythme imposé des travaux.* »

Un gestionnaire de lycée se plaint des « *marchés de gros* », trop « *déconnectés* » des spécificités des établissements. « *La Région a délégué non seulement la maîtrise d'œuvre, mais aussi le suivi des travaux, les choix architecturaux, sans qu'à aucun moment l'établissement en local n'ait son mot à dire, regrette un autre gestionnaire, dont le lycée est situé dans un quartier populaire de la capitale. J'ai passé mon après-midi à organiser une réunion pour essayer de réparer les défauts causés par une société sur les sanitaires pendant les vacances, mais comme la Région n'est plus dans la boucle, c'est vogue la galère !* »

Ludovic Laignel, gestionnaire dans un lycée parisien et élu pour le syndicat Snasub-FSU, confirme l'ampleur titanesque de la tâche,


pour cette collectivité grande comme un petit pays. Mais il regrette, comme beaucoup de ses collègues, la fin d'une forme de proximité avec les agents techniques de la Région, qui gèrent respectivement entre dix et trente établissements, selon qu'ils sont techniciens ou ingénieurs : *« Les techniciens, on les voit rarement ; l'ingénieur région, pas vu depuis deux ans, je ne sais même pas qui c'est. »*

« Chaque établissement fait l'objet, deux fois par an, d'un audit bâtiminaire approfondi », conteste la collectivité Île-de-France, pour qui *« il est donc faux de penser »* que les établissements *« ne voient pas la Région »*. James Cheron, vice-président en charge de l'éducation, enfonce le clou : *« Les rapports entre les établissements et la Région sont permanents, heureusement sans attendre ni les réunions trimestrielles du conseil d'administration, ni les appels politiques et polémiques à la presse. Mes collègues conseillers régionaux sont quotidiennement et en proximité à la disposition des chefs d'établissement comme le sont les services, et en dix-huit mois je me suis rendu dans plus de cent lycées selon les besoins. »*

Des agents en nombre insuffisant ?

Environ 8 000 agent-es travaillent à assurer le ménage, la cantine, et le petit entretien dans les lycées franciliens, pour une moyenne d'âge autour de 51 ans, explique la Région, qui se targue d'avoir travaillé à grossir leur nombre depuis 2016, et complété ce contingent par le recours à l'intérim et la constitution d'une brigade d'agents *« volants »*.

« Nous avons une problématique de recrutement, pour des métiers difficiles, mais nous ne sommes pas restés les bras ballants, comme l'équipe avant nous, et on travaille à recruter des gens plus jeunes », explique Marie-Carole Ciuntu, vice-présidente (LR) de la Région sur les questions administratives et RH.



Manifestation de lycéens et professeurs contre la fermeture de six lycées professionnels décidée par la région Île-de-France pour la rentrée 2023 à Paris, le 26 novembre 2022. © Photo Martin Barzilai / Haytham / REA

Mais la bataille des chiffres fait rage autour du nombre de personnes physiquement présentes dans les lycées. La Région parle de 2 % d'absence en permanence, un taux qu'elle qualifie de « *sans doute le plus bas de France* ». La CGT y voit « *une vaste blague* » et insiste sur le vieillissement et le mauvais état de santé des agent-es, prenant appui sur le bilan social de 2019, qui évoque 10,9 % d'absentéisme global pour les personnels des lycées.

Et sur le terrain, ça coince. « *Il y a une petite dizaine d'agents dans mon lycée, mais ils sont souvent malades et ne sont jamais remplacés, il n'y a pas de médecine du travail dédiée, c'est scandaleux* », estime un gestionnaire parisien interrogé. Persisterait également un véritable « *problème d'attractivité des salaires* », pour Charles Affaticati : « *On est juste au-dessus du smic* » en région parisienne dans des secteurs en tension, notamment dans la

restauration.

La Région affirme vouloir consacrer 7 millions d'euros sur la revalorisation salariale et avoir d'ores et déjà amélioré les conditions de travail des agent·es, lequel·les travaillaient jusque-là « *comme au siècle passé* », selon Marie-Carole Ciuntu.

Mais la question du personnel n'est pas non plus étrangère à la capacité de la Région à mener les travaux qu'elle planifie, à assurer la maintenance de ses établissements et à payer en temps et en heure ses factures.

« Le service public des lycées, en constante réorganisation, est éreinté et ses agents aussi, y compris les cadres », considère Yannick Biliec. *« Nous constatons de gros départs de la division lycée, confirme Carine Pelegrin, conseillère régionale écologiste, également cheffe d'établissement en collège. Il n'y pas assez de personnes pour faire ce travail, ce qui génère du retard, des factures qui s'alourdissent. »*

« Il y a tel turn-over au niveau des services, ce n'est pas simple, on n'a même pas un organigramme clair, se plaint un autre gestionnaire de lycée d'Île-de-France. Quand on contacte les gens, c'est une boîte mail générique pour tout le monde ! » La Région affirme qu'elle répond, sur cette boîte mail « *fonctionnelle* » et centralisée, dans un délai de « *quarante-huit heures* » à toute question.

Quand les grands avalent les petits, à Paris aussi

Les critiques portent aussi sur un sujet très sensible : la fermeture de lycées parisiens. En novembre, Valérie Pécresse a confirmé, après une fuite dans la presse et des rumeurs à tout-va, la fermeture de sept établissements de la capitale à la rentrée 2023, et d'un autre en

2024. Les élèves seront transférés ailleurs. Plusieurs lycées professionnels dont concernés.

Une rationalisation de la carte scolaire parisienne, menée de concert avec l'Éducation nationale, au nom d'une « démographie scolaire » en baisse et du « mauvais état » des bâtiments. Il y a, selon la Région, 8 000 places vacantes dans les lycées parisiens intra-muros, « et 3 000 places à construire en banlieue », ajoute James Cheron. « À l'heure de la sobriété énergétique, est-ce normal de chauffer entièrement des lycées qui ne sont remplis qu'à 10 % ? », demande la collectivité, qui explique vouloir également favoriser la « mixité sociale » dans Paris.

Depuis, c'est la bronca. « Je ne pense pas que dans les beaux quartiers de Paris, on aurait fermé des lycées sans concertation », juge Anne-Claire Boux, adjointe à la maire de Paris, prête « à dormir dans les lycées s'il le faut pour empêcher leur fermeture ». « Les arguments sont complètement bidon : à quel moment c'est devenu un problème dans ce pays de n'avoir que 25 élèves par classe ? »

Dans le lot, deux établissements atypiques, le lycée Brassai, qui accueille une formation professionnelle en photographie, et le lycée Brassens, spécialisé dans les doubles cursus, scolaires et artistiques. Deux petites structures de moins de trois cents élèves, à la pédagogie reconnue, installés dans des bâtiments refaits à neuf ces dernières années – le premier accueillant nombre d'élèves porteurs de handicap.

Plutôt que de résoudre les problèmes, on fait le choix du moins cher, celui de concentrer les élèves, en évoquant la mixité sociale pour se donner bonne conscience.

Jaumelina Salaris, mère d'élève et professeure en lycée

« Pour moi, ça ressemble à ce qu'on a fait des hôpitaux parisiens

ces vingt dernières années. Tous les petits ont été fermés au bénéfice de grosses structures hospitalières. On rationalise pour créer de grandes boutiques impersonnelles », se désole Véronique, mère d'élève « transféré ».

Jaumelina Salaris, mère d'une jeune fille scolarisée en première au lycée Brassens et par ailleurs professeure au lycée Henri-Bergson, où devraient atterrir les élèves, ne critique pas « *le projet en soi, mais la méthode, qui les condamne à l'échec* ».

« *On nous dit qu'on va remplir le lycée Bergson, dans le XIX^e arrondissement de Paris, qui se vide. Mais il se vide en raison du calibrage du logiciel de gestion d'affectation des lycées parisiens et de problèmes qui lui sont propres, liés au manque de moyens pour accompagner des élèves parfois en grande difficulté, explique-t-elle. Plutôt que de résoudre ces problèmes, on fait le choix du moins cher, celui de concentrer les élèves, en évoquant la mixité sociale pour se donner bonne conscience.* »

Alors que la voie professionnelle est [à l'aube d'une nouvelle réforme](#) menée par le ministère de l'éducation nationale, la Région explique vouloir rassembler à Paris « *dans les bâtiments qui présentent le plus grand potentiel les formations professionnelles* », afin de concentrer son investissement dans les établissements d'accueil et sur plusieurs années.

Pour le cégétiste Yannick Biliec, cela ne fait aucune doute, « *l'idée est de fermer pour récupérer du bâti, et tant pis pour les élèves de la voie pro qui devront traverser tout Paris pour suivre leur formation* ». « *On a déjà vu ça dans les Yvelines, dans l'Essonne ; c'est au tour de Paris* », insiste-t-il.

Une tendance confirmée par Olivier Guyon, secrétaire académique du Snuep-FSU de l'académie de Versailles : « *Quand des bassins*

sont en tension démographique, quand on veut déplacer quelque chose, c'est la voie professionnelle qui sert de variable d'ajustement, puisque les élèves ne sont pas sectorisés. »

Ajouté en fin de parcours à la liste, le lycée Rabelais, seul établissement général du jeune et populaire XVIII^e arrondissement de Paris, est lui aussi promis à une fermeture totale, contrairement aux engagements pris jusqu'ici par la Région et le rectorat. L'annonce est intervenue après d'incessants déménagements et une installation dans une construction provisoire mais neuve, en bordure de périphérique, financée par la Région.

Là aussi, la détresse de l'équipe est immense. *« Un élève qui a commencé sa scolarité au lycée Rabelais a fait quatre sites différents en trois ans, décrit Pierre-Étienne Barbier, qui y enseigne depuis huit ans les sciences économiques et sociales. On arrive dans ce nouveau lieu, on souffle en attendant que le nouveau lycée soit construit et paf, une nouvelle claque sur la tête ! Ça ne se passerait pas comme ça dans un lycée du centre de Paris... »*

Soutenir le privé, au détriment du public ?

La fermeture de certains lycées parisiens amplifie la crainte d'une fuite encore plus massive des familles vers le privé, en fort accroissement dans la capitale dans certaines filières (et notamment artistiques). Et cette inquiétude est renforcée par certains choix budgétaires de la région, critiqués vertement par la conseillère régionale communiste Céline Malaisé, [sur Twitter](#), qui accuse Valérie Pécresse de privilégier le financement des lycées privés.

La cheffe de file des écologistes Ghislaine Senée dénonce également une baisse quasi continue des dotations pour les lycées publics, et une hausse notable de celles dédiées aux lycées privés :

« Depuis 2016, c'est presque 77 millions d'euros qui sont détournés des lycées publics vers les lycées privés. »

La Région avance avoir consacré en 2023 1,2 milliard d'euros aux lycées, hors masse salariale, *« soit deux fois plus que lorsque la gauche gérait la Région »*, selon le vice-président à l'éducation James Cheron. Sur cette somme, *« 83 millions vont au privé (95 000 lycéens) contre plus de 1,1 milliard au public (plus de 52 6000 lycéens). »*

Elle assume également de dupliquer certains dispositifs jusqu'ici réservés au public (les aides sociales par exemple), et notamment les 13 millions d'euros dépensés pour des travaux de rénovation et de sécurisation de ces établissements en 2023, *« dans le strict respect de la loi Falloux »*, le [texte](#) qui régleme les instructions publique et privée. Même si formellement, en vertu de cette même loi, rien ne l'y oblige.